

M. Gillies: Je reviens au budget de février dernier. Depuis lors, le taux d'inflation a doublé au pays; il n'y a eu aucune baisse importante du chômage et très peu d'augmentation du produit national brut au cours des deux derniers trimestres et un chambardement complet des niveaux de dépenses du gouvernement, bien que le budget visait à diminuer les dépenses gouvernementales. En tenant compte de tout ceci, y a-t-il un seul ministériel qui peut dire que la politique monétaire et fiscale et la politique du taux de change proposées en février dernier conviennent au Canada, étant donné les changements qui s'opèrent dans l'économie mondiale? Comment peut-on le prétendre?

Combien de temps les Canadiens devront-ils souffrir? Pourquoi le gouvernement ne prend-il pas de mesure? Au moins pourquoi ne nous explique-t-il pas ce qu'il essaie de faire?

M. Stanfield: Il ne sait pas ce qu'il fait.

M. Gillies: Ce qui se passe, c'est qu'avec tout ce bruit autour de la question de l'énergie, à savoir s'il y a vraiment une pénurie de 200,000 barils dans l'Est du Canada, nous oublions ce que représente vraiment le problème de l'énergie pour tous les Canadiens. La question qui se pose vraiment aux Canadiens aujourd'hui, ce n'est pas de savoir si nous allons avoir un oléoduc ou si nous aurons du pétrole et du gaz du Nord; la question qui se pose aux Canadiens, c'est de savoir s'ils auront des emplois le printemps prochain...

Des voix: Bravo!

M. Gillies: ... et si les prix vont monter encore plus. Quelle est la question qui se pose à nous aujourd'hui. Et lorsque le gouvernement lance un débat sur l'énergie...

Une voix: C'est vous qui l'avez demandé.

M. Gillies: ... et que le premier ministre fait une déclaration comme celle qu'il nous a faite, il refuse de voir en face la crise mondiale de l'énergie. J'estime qu'un représentant du gouvernement des États-Unis, du Royaume-Uni ou du Japon qui chercherait à savoir ce que le Canada pense de la situation et qui lirait le discours du premier ministre se demanderait dans quel monde il vit. Il parle de choses que les gouvernements font normalement, alors qu'il devrait parler des choses vraiment importantes pour les Canadiens à l'heure actuelle.

Le gouvernement devrait dire aux Canadiens quelle répercussion aura sur le Canada la crise de l'énergie aux États-Unis, au Royaume-Uni et au Japon. Vingt-cinq p. 100 de notre produit national brut provient du commerce. Monsieur l'Orateur, 77 p. 100 de notre commerce se fait avec les États-Unis. Qu'advient-il si le marché américain accuse une baisse substantielle? Avons-nous des politiques pour faire face à cette situation? Voilà ce qui est en cause au Canada actuellement et le gouvernement a peur; il n'est pas prêt à en parler.

● (2020)

Nous étions en mauvaise posture économiquement bien avant que ne débute le débat sur l'énergie—nous sommes dans une situation inexcusable pour ce qui est de l'infla-

L'énergie

tion et du chômage. Qu'arrivera-t-il? J'espère qu'aujourd'hui un membre du parti libéral nous dira quelle est la répercussion sur l'économie de la situation énergétique telle qu'elle se présente dans le monde entier actuellement?

Permettez-moi de dire aux députés à notre gauche qu'il me semble très étrange qu'ils soient prêts à appuyer un gouvernement qui, au cours de l'année, n'a réussi qu'à nous apporter le taux d'inflation le plus élevé que nous ayons jamais eu—qui a réussi à faire fonctionner l'économie de telle façon que notre taux de chômage est plus élevé que celui de tout autre pays industrialisé au monde. Pourtant, ils prétendent appuyer le gouvernement, parce qu'ils ont réussi à tirer quelque chose de la crise de l'énergie alors que le gouvernement ne savait même pas ce que les répercussions allaient être sur l'économie canadienne. Quiconque s'intéresse à ce qui arrivera aux Canadiens ne peut appuyer un gouvernement qui a fait si piètre figure.

Des voix: Bravo!

M. l'Orateur adjoint: A l'ordre. Je regrette d'interrompre le député, mais le temps qui lui était alloué est expiré.

L'hon. Donald C. Jamieson (ministre de l'Expansion économique régionale): Monsieur l'Orateur, lorsque j'ai écouté les premiers mots du député de Don Valley (M. Gillies) en entrant à la Chambre, j'ai eu le sentiment étrange de m'être trompé d'endroit. Le député a pris presque tout son temps à nous demander pourquoi nous ne parlions pas de questions qui se rattachaient d'une façon ou d'une autre à l'énergie, mais pas précisément de l'énergie. D'après lui, notre grande erreur a été de ne pas nous occuper de ces grands problèmes économiques qui découlent de la crise de l'énergie. Puis-je lui rappeler que la semaine dernière nous avons constamment et systématiquement entendu de la part au moins de certains porte-parole de son parti qu'ils ne voulaient rien discuter d'autre aujourd'hui, que l'énergie seule les intéressait et qu'ils allaient rédiger leur motion justement de manière à ne pas pouvoir parler d'autres choses que de l'énergie ou de toute autre chose qui s'y rattache.

Des voix: Oh, oh!

M. Jamieson: Il suffit d'ailleurs de lire la motion. Si le député de Don Valley avait voulu discuter des conséquences économiques de la prétendue crise énergétique, je suppose qu'il aurait été assez simple pour lui et ses collègues de rédiger quelques mots qui auraient eu une suite logique mais ils ne l'ont pas fait. Et tout cela ne m'étonne pas du tout. Le député d'Edmonton est en train de devenir l'agent numéro un du parti conservateur mais il doit le faire à partir de la deuxième rangée. S'il ne fait pas attention, il reviendra à la quatrième rangée et l'autre prendra la première place. C'est ce qui va se passer de toute manière.

M. Paproski: Précisez quel député d'Edmonton. De qui parlez-vous?

M. Jamieson: Je m'excuse de m'être trompé de circonscription. Je veux dire le député d'Edmonton-Ouest (M. Lambert). Je fais mes excuses au député d'Edmonton-Centre (M. Paproski) pour cette erreur.